

Professeures
et
fières de l'être!

LES ENFANTS DE LA RÉFORME ARRIVENT

M. Ragusich de la Direction générale des affaires universitaires et collégiales du MELS a jugé pertinent d'organiser des journées régionales d'information portant sur l'arrimage secondaire-collégial ainsi que sur les devis actualisés de la formation générale. Ses fonctionnaires seront donc en tournée, à travers six régions du Québec, et ce, du 25 septembre 2009 au 27 novembre 2009, pour nous vendre les qualités d'une réforme contestée autant par les enseignants de l'élémentaire et du secondaire que par plusieurs autres organismes intervenant dans le monde de l'éducation.

À la rentrée A-2010, ces étudiants seront parmi nous. Qu'allons-nous devoir ajuster à nos pratiques, comme enseignants, pour leur permettre de réussir nos cours sans trop diminuer leur niveau? Nous ferons-nous à nouveau dire que notre travail c'est quand on est dans une classe payés salaire annuel / 52 semaines / 32.5 heures/semaine, soit environ 35\$/heure et seulement ça? Si tel devait être le cas – cette caricature peut nous renvoyer à une réalité... un peu effrayante!!!



ASSEMBLÉE SYNDICALE

le jeudi 1^{er} octobre 2009
à 14 heures
au SALON DU PERSONNEL

À l'ordre du jour :

- ◆ *Demands sectorielles pour la prochaine ronde de négociations*
- ◆ *Suivi du dossier «grief sur la récupération salariale de la reprise des journées de grève»*



... SOMMAIRE ...

- Gouvernance des universités et des cégeps 2
- Un petit rappel et des nouvelles concernant Fondation-CSN 3
- Réponse d'un cadre de notre direction au problème des abeilles 4
- À quoi ça sert d'être syndiquée? 4
- Vers le deuxième forum social québécois 5

Gouvernance des universités et des cégeps

La FNEEQ dénonce vigoureusement les projets de loi

Devant les membres de la Commission de l'Éducation qui étudient les projets de loi déposés par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Michelle Courchesne, au sujet de la gouvernance dans les universités et les cégeps, la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) a plaidé ce matin en faveur du retrait de ces projets de loi.

L'inquiétude cède la place à l'irritation

Des nombreux intervenants du milieu de l'éducation avaient fortement critiqué les orientations mises de l'avant par la ministre l'hiver dernier. Pourtant, les projets de loi qui ont été déposés au début de l'été n'ont pas tenu compte des observations qui témoignaient de la difficulté de leur mise en application. «La ministre a beau dire qu'elle consulte, elle ne semble pas porter une oreille attentive aux commentaires qui lui sont transmis,» déplore Jean Trudelle, président de la FNEEQ (CSN). Les représentants de la FNEEQ souhaitent aujourd'hui alerter les membres de la commission des dangers appréhendés par les modifications envisagées.

Un modèle inapproprié

«Nous l'avons déjà dit, vouloir appliquer à l'enseignement supérieur des modes de gestion importés du secteur privé, c'est inapproprié, poursuit monsieur Trudelle. La proximité des enseignantes et des enseignants avec la mission des universités et des cégeps commande une participation active des personnels aux processus de décision. En ce sens, il faudrait renforcer la collégialité dans la gouverne de l'enseignement supérieur et non la restreindre sans raison», affirme-t-il. La FNEEQ estime que ni dans le cas des universités, ni dans celui des cégeps, il est pertinent d'imposer un modèle de gouvernance importé de la sphère du privé, qui fait fi des caractéristiques de l'enseignement supérieur, et dont les prescriptions plus que détaillées laissent peu de place à la culture et aux pratiques locales. En effet, la centralisation des pouvoirs aux mains de quelques administrateurs n'est pas un modèle souhaitable pour des établissements d'enseignement. «Les déconvenues de l'UQAM semblent avoir servi de prétexte pour tenter d'imposer aux établissements universitaires un type de gouvernance impropre à la culture organisationnelle, argue Marie Blais, vice-présidente



Les déconvenues de l'UQAM semblent avoir servi de prétexte, argue Marie Blais, vice-présidente de la FNEEQ.

de la FNEEQ. Pourtant, ce sont les membres internes qui sont les plus aptes à questionner, puisqu'ils sont mieux informés et qu'ils connaissent la réalité des établissements.» Imposer un modèle unique à des établissements dont la taille et les effectifs sont diversifiés porte atteinte à leur dynamique.

La reddition de comptes va de soi

Bien que la FNEEQ souscrive à la nécessité d'une reddition de comptes des établissements d'enseignement supérieur, elle considère que les moyens qui ont cours actuellement sont suffisants. Les universités et les cégeps du Québec pratiquent une gestion fondée sur une culture propre et un modèle de collégialité qui s'apparente beaucoup au nouveau paradigme d'une gouvernance partagée. «Rendre compte des fonds publics que les universités et les cégeps utilisent va de soi,» mentionne Jean Trudelle. «Mais instaurer un contrôle administratif tentaculaire qui fait en sorte que les pouvoirs sont concentrés vers les conseils d'administration, que leur fonctionnement démocratique interne, universitaire ou collégial, passe au second plan, que leur planification est uniformisée et normalisée entre les établissements, ne relève pas d'une meilleure gouvernance.» affirme-t-il. Tel que rédigés, les projets

→ → Suite de la page 2

de loi favorisent une confusion des structures et des responsabilités, à la faveur d'un glissement de rôle, pour les CA, de la surveillance à l'exécution.

Pour une plus grande collégialité

Les projets de loi qui sont à l'étude ne reconnaissent pas le rôle majeur que doivent jouer les communautés universitaire et collégiale dans les décisions collectives concernant les orientations, la mise en œuvre des missions ainsi que la bonne marche des établissements d'enseignement supérieur. Pour la FNEEQ, cette participation continue aux débats publics qui engagent l'avenir et les missions des universités et des cégeps est essentielle et c'est pourquoi la ministre devrait remiser les projets de loi 38 et 44.

Quelques mots au sujet de la FNEEQ

La Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec, FNEEQ, est affiliée à la CSN. Fondée en 1969, elle compte actuellement 83 syndicats et représente près de 25 000 membres dans 41 cégeps, dans 30 établissements d'enseignement privés et dans une douzaine d'institutions universitaires, dont 8 syndicats de chargé-es de cours, le syndicat des tutrices et des tuteurs de la Télé Université, le syndicat des maîtres de langue seconde de l'Université Laval, l'Association des étudiants salariés diplômés de l'Université McGill et les chargé-es d'enseignement de l'ÉTS. Par sa composition, la FNEEQ (CSN) couvre tous les niveaux d'enseignement partagés entre le secteur public et le secteur privé de l'éducation. Elle est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur au Québec. ■

Source : FNEEQ-CSN – Photographe : Clément Allard – Renseignements : France Désaulniers, Conseillère aux communications, 514 219-2947.

40% de crédits
d'impôt
+ REER

Exclusif à Fondation !

Un petit rappel et des nouvelles concernant Fondation-CSN

(ou : Qui est intéressé à investir environ 1000\$, en 26 versements, et se retrouver avec 5000\$ à la fin d'une seule année?)

Vous avez bien lu, vous ne devez verser qu'environ 20% de la somme qui s'accumulera dans votre REÉR Fondation depuis que le Gouvernement du Québec a adopté une mesure fiscale voulant que les investisseurs de Fondation bénéficient d'un crédit d'impôt de 25% plutôt que 15% comme c'était le cas jusqu'au 1^{er} juin 2009. Ce 25%, ajouté au crédit d'impôt du fédéral, qui lui est demeuré à 15%, donne donc droit à 40% de remboursement des sommes investies. Lorsque ce remboursement s'ajoute à la déduction d'impôt relative à l'achat de REÉR (environ 38% à nos échelles salariales), l'investissement requis n'est donc que d'un peu plus de 20%.

D'autres moyens s'offrent à vous pour bénéficier de ce 40% de crédit d'impôt. Par exemple, si vous avez utilisé des REÉR qui ne provenaient pas de fonds de travailleurs, pour profiter du Régime fédéral d'accession à la propriété (RAP), il vous est possible de rembourser ces sommes en REÉR Fondation et de recevoir ainsi 40% de crédit d'impôt sur ces remboursements : un moyen de faire en sorte que les gouvernements paient une partie de votre maison.

De la documentation vous sera distribuée dans les semaines à venir sur ces sujets.

N'hésitez pas à venir me rencontrer pour tout complément d'information.

Yves Coutu, responsable local Fondation (poste 2994).

Texte intégral

Réponse d'un cadre de notre direction au problème des abeilles



Bonjour,

Effectivement, les guêpes nous donnent du fil à retordre. J'ai fait venir l'exterminateur qui n'a pu rien faire sauf peut-être me suggérer un ou deux trucs qui n'ont pas été un grand succès. Il s'est informé avec plusieurs fournisseurs et aucun ne peut fournir un produit pour ce genre de problème. Il me fait aussi remarquer que c'est un problème pas seulement au collège mais partout au Québec cette année. C'est en fait la température idéale pour la reproduction cet été et à ce moment-ci, les guêpes sont à maturité. Ça n'a rien à voir avec l'insalubrité.

Nous avons tenté d'asperger les poubelles de savon pour enlever le goût du sucre mais ça ne semble pas fonctionner. Aujourd'hui, j'envoie Gilbert à l'extérieur et il installera des sacs de poubelles à toutes les poubelles extérieures. Le fait de laver les poubelles enlèvera le problème pour très peu de temps à mon avis. Dès les premiers déchets de fruit, jus, liqueur, etc. les guêpes reviendront. Je crois qu'installer un sac de poubelle devrait aider beaucoup puisqu'il sera changé tout les jours et à mon avis ça aidera à les éloigner.

Nous n'avons pas tenté cette solution tout de suite parce que j'ai un peu peur qu'en installant un sac, quelques guêpes restent emprisonnées mais nous allons faire tout de même une tentative tout en restant vigilant. Le fait de les emprisonner, les blesser ou les tuer, les rendent très agressives car lorsqu'il y a une guêpe en détresse, elle appelle ces confrères pour ce faire aider et ne fera qu'augmenter leurs allés et venus, en plus d'augmenter substantiellement le risque de pique. Je préfère donc tenter des choses éloignées. Par contre, il est possible d'éliminer les nids mais il faut d'abord les trouver. Nous avons cherché mais sans succès. Si vous en trouvez, faites-moi signe!!!

Bref, je suis ouvert aux suggestions!

Bonne journée!

À quoi ça sert d'être syndiquée?

C'est une question qui m'est souvent posée et à laquelle je réponds avec une argumentation construite à partir de ma propre expérience d'enseignante au Collège Ahuntsic depuis 1973. En effet, j'avais 23 ans quand j'ai commencé au cégep. Je ne saisissais pas du tout à l'époque, ce que signifiait cotiser à un fonds de pension. De plus, ne connaissant pas l'avenir, j'ignorais même que j'aurais enseigné au Collège Ahuntsic pendant 36 ans. Le fait d'être syndiquée m'a permis de faire du produit de mon travail un lieu d'épargne et de prévision. J'en avais bien besoin, moi qui tenais plus de la cigale que de la fourmi!

Les luttes syndicales pour de meilleures conditions de travail ont été nombreuses : le salaire, le nombre d'heures de prestation et le nombre d'étudiants dans les cours-groupes. Que serions-nous devenus s'il n'y avait pas eu notre syndicat sachant qu'en 1973, la limite des étudiants par groupe passait à 32? Et, que dire des dégrèvements pour les fonctions syndicales, de RCD (Responsable de la coordination départementale) et autres? Que serions-nous devenus sans nos collègues qui assurent le suivi et nous reçoivent au SPECA à toute heure du jour afin de répondre à nos questions dans notre intérêt? J'ai vécu les différents types de congés de maternité pour mes enfants nés au fil de l'évolution des programmes gouvernementaux, mais, au moins pour ma 1^{re} fille, née en 1977, j'avais la sécurité de pouvoir reprendre mon emploi après quelques mois d'absence. On m'avait assuré que mes collègues m'attendraient!!! Lorsqu'il s'est agi de perfectionnement, durant les années 80, des conditions de congé avec solde m'ont permis d'acquiescer un diplôme de maîtrise. Notre syndicat a contribué à améliorer la profession pour nous tous qui avons profité de congrès, de colloques et d'activités de formation sur mesure, grâce aux accords relatifs au perfectionnement. Et que dire de notre participation majoritaire à la Commission pédagogique devenue Commission des études? Ce travail de réflexion et d'action de la part des enseignantes et des enseignants syndiqués a engendré et a accompagné le développement d'un niveau d'enseignement collégial de qualité enviable sous bien d'autres cieux.

À quoi ça sert d'être syndiquée? Pensons aux moins bons jours, quand ça va mal, quand on est malade, quand on manque d'argent pour passer à travers une grève ou quand on a oublié de demander un ajustement salarial relatif à une

→ → Suite de la page 4

année de scolarité supplémentaire et qu'on dépose un grief. Ces jours-là, comme il a fait bon de se présenter à son local syndical, en toute confiance, pour recevoir du soutien et de l'information, pour se faire aider véritablement sans lendemain fâcheux! Pour les jours de joie, les fêtes de l'automne et de Noël, pour la rentrée et la fin de l'année, notre syndicat nous réunit dans une ambiance décontractée propice aux rencontres et aux échanges.

Et puis il y a la solidarité. C'est une valeur très importante pour moi. Pas seulement l'esprit de corps : les enseignants se tiennent entre eux pour défendre l'un des leurs. Cette solidarité compte, mais ce n'est pas la seule. De toutes les époques, notre syndicat a participé et appuyé les luttes d'autres travailleurs. Nos débats à l'assemblée syndicale ont toujours su conserver une dimension sociale afin de nous positionner comme service public dans un projet éducatif québécois. Par le biais de notre centrale syndicale, il nous est possible d'intervenir à l'échelle internationale afin de contribuer à un monde meilleur.

J'étais très fière vendredi 11 septembre dernier au parc Jean Drapeau de la présence de Mme Claudette Carbonneau

lors de l'inauguration du monument (œuvre d'art public L'ARC créée par M. Michel de Broin) à la mémoire du président Dr. Salvador Allende assassiné dans le Palais de La Moneda à Santiago, Chili, le 11 septembre 1973. Sans la CSN, la FTQ et la CEQ en 1973-74, les milliers de réfugiés chiliens qui fuyaient la dictature de Pinochet n'auraient pas trouvé l'accueil et effectué leur intégration à Montréal n'en déplaise au maire Gérald Tremblay qui, le jour de l'inauguration, était plus occupé par sa campagne électorale que par la simple civilité qui aurait commandé de souligner la présence de la présidente de la CSN.

C'est à tout cela que se résume la raison d'être syndiquée. S'ajoute encore, quand on termine sa carrière d'enseignante, que notre place est gardée comme retraitée et que nous pourrions les jours de fêtes retrouver l'ambiance syndicale, revoir nos collègues et échanger avec nos amis. Ça vaut la peine d'être syndiquée. Nous y gagnons tous pour la profession enseignante, pour notre pays et pour le monde.

Paule Mauffette

Professeure d'histoire et « future retraitée ».

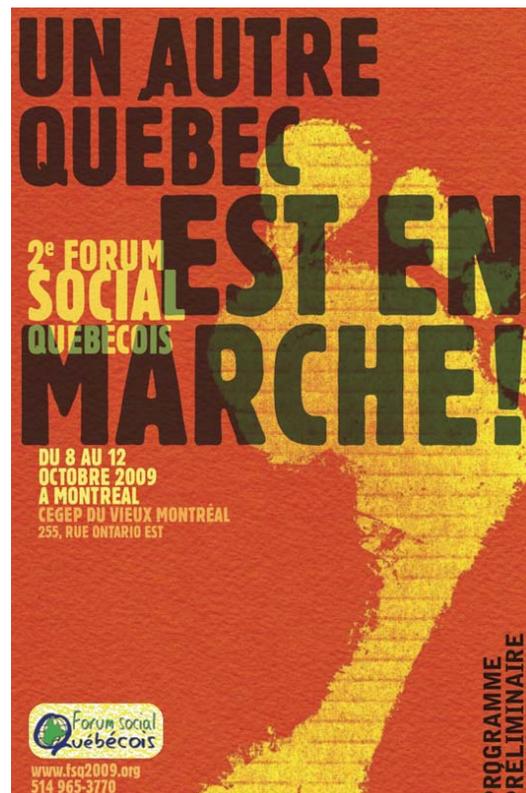
Comité École et Société – FNEEQ

Vers le deuxième forum social québécois
Mettre l'éducation publique
au rang des priorités nationales

Décembre 2008. Onze organisations syndicales et étudiantes viennent de signer le manifeste *Faire de l'éducation publique la priorité nationale du Québec*. Les présidentes et présidents de ces organisations, dont Claudette Carbonneau et Réjean Parent, donnent une conférence de presse pour mettre en avant les dix axes d'interventions que privilégie le manifeste. Il s'agit d'une première en éducation au Québec.

Dans la salle de presse, à peu près vide, il y a plus de gens en provenance des organisations que des médias. L'événement aura droit à quelques lignes dans *Le Devoir* du lendemain.

La campagne électorale battait son plein, soit. Et les Alouettes allaient disputer la Coupe Grey. Mais cette sortie ignorée du *Manifeste* illustre tout de même crûment le manque d'intérêt des médias et, peut-être en conséquence, de la population elle-même quant à l'avenir de notre système scolaire. Des sondages ont d'ailleurs déjà montré que l'éducation figure assez loin dans la liste de priorités des québécoises et des québécois.



→ → Suite de la page 5

Les sources d'inquiétudes, pourtant, ne manquent pas. En matière d'alphabétisation, le Québec est bon dernier au Canada. Les taux de décrochage sont effarants au niveau de l'enseignement secondaire, les problèmes d'intégration d'élèves avec des besoins particuliers se multiplient et il y a d'immenses besoins en formation des adultes.

Pour qu'on s'intéresse à l'éducation, il semble qu'un scandale doive survenir, rallumant pour quelque temps une polémique sur l'école privée ou sur les cours de culture religieuse. Ou alors un bon coup de théâtre, dans lesquels sont passés maîtres les tenants d'une approche économiste de l'éducation. Dressés sur leurs colonnes de chiffres, ils jouissent alors de la tribune médiatique, proposant sans avoir consulté les principaux intéressés – enseignantes et enseignants – des plans d'action clés en main, dont (oh surprise) la réussite repose en bonne partie sur un apport de fonds privés.

Le temps presse

Tout, pourtant, devrait pousser la société québécoise à placer l'éducation au centre de ses préoccupations. Le monde du travail a changé et l'éducation supérieure n'est plus un luxe mais une nécessité. Plus apparentes dans le secteur de la santé, les mutations sociales commandent des actions qui ne doivent pas être remises à plus tard, quand il sera trop tard. Pour ne citer que cet exemple, un phénomène comme la marginalisation sociale des exclus du système scolaire ne peut plus être ignoré.

Comment expliquer l'apparente apathie ambiante face à l'avenir du système éducatif? Est-elle imputable à l'incapacité des gouvernements à concevoir pour l'éducation des projets capables de susciter l'adhésion, voire l'enthousiasme, des principales et principaux intervenants du milieu, ainsi que des parents? La question se pose.

Qu'on prenne les choses par le biais pédagogique ou administratif, le résultat est le même. Au primaire et au secondaire, la réforme a laissé derrière elle scepticisme et critiques chez une armée d'enseignantes et d'enseignants découragés et épuisés. Aux niveaux collégial et universitaire, les projets actuels de gouvernance en enseignement supérieur irritent les acteurs du milieu dont le mode de fonctionnement démocratique est bafoué. On n'y voit qu'une volonté accrue de contrôle, ce qui dans les faits n'améliore en rien les choses : comme la FNEEQ l'a écrit dans le mémoire présenté à la commission parlementaire, ce n'est pas parce qu'on pèse un poulet à tous les jours qu'il engraisse!

Comment blâmer le grand public de ne pas croire aux apparents efforts gouvernementaux? La situation actuelle

appelle à un effort collectif d'envergure, que nos dirigeants s'avèrent bien incapables de susciter.

Le forum social québécois nous attend

Les organisations syndicales signataires du *Manifeste* n'ont pas baissé les bras. Elles ont misé sur le deuxième forum social québécois (FSQ) qui se déroulera du 9 au 12 octobre prochain à Montréal, pour une première diffusion publique de ce texte, qui reprend et explicite les positions consensuelles des organisations.

Cette année, le FSQ abordera comme thématique principale la crise du capitalisme que nous vivons. Si l'éducation est rarement reliée de façon directe à l'effondrement de la finance internationale et aux atteintes portées à l'environnement, il n'en reste pas moins que l'approche utilitaire de l'école, gérée comme une entreprise privée en fonction de l'intérêt du patronat, devient un facteur de consolidation de ce système qui a échoué. Repenser l'enseignement en fonction des intérêts collectifs est désormais une condition essentielle pour changer le monde.

À ce titre, les membres de toutes ces organisations¹ sont chaleureusement invités à venir assister au FSQ 2009, où cinq ateliers directement inspirés du *Manifeste* seront offerts aux membres et au grand public. Quatre d'entre eux porteront sur des sujets bien spécifiques : l'intrusion du privé en éducation, la condition financière étudiante, la lutte au décrochage et les défis de l'éducation aux adultes. Le cinquième sera l'occasion d'un débat large sur la problématique évoquée plus haut : comment faire pour remettre l'éducation au rang des priorités nationales?

Il s'agit d'un débat d'importance où l'apport de chacune et de chacun peut être utile. Plusieurs représentants politiques des organisations signataires y seront, pour rencontrer et échanger avec les militantes et militants, ainsi qu'avec les participantes et participants au FSQ.

Si vous avez déjà vécu l'expérience d'un forum social, vous savez le fourmillement d'idées et d'informations qui y circulent, vous connaissez l'ambiance particulière de ces «happening» progressistes. Si vous n'avez jamais eu l'occasion d'y participer, les ateliers sur le *Manifeste* constituent une raison supplémentaire de le faire.

On peut se renseigner sur le forum à www.fsq2009.org.

À bientôt!

¹ Il s'agit de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), de la Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation des adultes (FAEUQEP), de la Fédération du personnel professionnel des universités (FPPU) du Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), du Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF), de la Fédération des professeurs et professeurs d'université (FQPPU), de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). La Fédération autonome du collégial (FAC) avait aussi signé le manifeste, quelques mois avant sa dissolution.

Invitation à participer au 2^e FORUM SOCIAL QUÉBÉCOIS

L'exécutif du SPECA se joint à la FNEEQ et à la CSN pour lancer une invitation à tous ses membres afin de participer activement au **2^e Forum social québécois** qui se tiendra les 9, 10, 11 et 12 octobre prochain. Alors que près de 300 ateliers porteront sur presque tous les aspects de la vie et des luttes citoyennes, de nombreux ateliers, organisés en collaboration avec la FNEEQ porteront sur l'éducation autour du thème **Faire de l'éducation la priorité nationale du Québec**. Plus de détails sur la programmation sont disponibles sur le site du SPECA www.speca.ca.edu et celui du FSQ forumsocialquebecois.org.

GRANDE CONFÉRENCE

La privatisation du savoir

Le savoir est l'un des biens le plus précieux de l'humanité. Il permet d'améliorer notre qualité de vie, de nous défendre contre les exploiteurs, de profiter de la culture qui donne un sens à l'existence. Mais plus que jamais, de grandes corporations tentent de s'en approprier pour le contrôler et le vendre. Dans cette conférence, les invités(es) expliqueront quels sont les moyens utilisés pour prendre possession du savoir et comment les citoyens et citoyennes pourraient en reprendre le contrôle pour en faire un bien qui appartient à tous.

Ateliers portant plus spécifiquement sur l'éducation

Série d'ateliers reliées au manifeste **Faire de l'éducation la priorité nationale du Québec**
Coalition d'organisations syndicales et étudiantes :

- ◆ Faire de l'éducation une priorité nationale au Québec.
- ◆ L'intrusion du privé en éducation.
- ◆ La condition financière étudiante.
- ◆ Les défis de l'éducation aux adultes.
- ◆ Combattre le décrochage scolaire.

Bilan de 10 ans de réforme scolaire – Coalition Stoppons la réforme

→ → Suite de la page 5

Le FSQ, c'est tout d'abord un espace public critique, participatif et inclusif

Le Forum social québécois (FSQ) s'inscrit dans un contexte de restructuration des rapports sociaux, économiques et politiques au Québec, en réaction à la logique néolibérale qui privilégie les intérêts des mieux nantis(es) au détriment des travailleuses et travailleurs, des femmes, de l'environnement, des étudiants(es), des communautés autochtones, des marginalisés(es) et des générations futures. À cette détérioration de nos droits et de nos conditions de vie, que rendent de plus en plus manifeste les crises actuelles, seule notre solidarité et notre imagination peuvent offrir une réponse effective. C'est pour cela que nous devons nous doter d'un espace collectif de réflexion stratégique et de construction de la société québécoise de demain : le projet d'un Forum social québécois trouve son origine dans ce constat.

Le FSQ est un **espace** qui vise à rassembler pendant quelques jours **toutes celles et ceux qui croient en une société plus juste, qui s'opposent aux avancées du capitalisme néolibéral et à toutes les formes d'oppressions, que ce soit au Québec ou dans le monde**, et qui désirent **construire ensemble le projet d'une société démocratique et solidaire**.

Le FSQ, c'est tout d'abord un **espace public critique, participatif et inclusif** qui vise à permettre à tous les citoyens(nes), mouvements sociaux et organismes de prendre la parole, débattre, s'exprimer et échanger sur les enjeux auxquels est confrontée la société québécoise.

Le FSQ se veut aussi le creuset d'émergence d'une **nouvelle culture politique de participation citoyenne** qui stimule l'engagement et la participation de toutes et tous à la vie publique, et notamment des jeunes.

Le FSQ est un espace propice à la **rencontre et l'échange entre les mouvements sociaux**. Dans un contexte où le capitalisme néolibéral sévit sous des formes multiples et dans l'ensemble des sphères de l'activité sociale, il est nécessaire d'y opposer une analyse englobante et une réponse concertée.

Le FSQ vise donc à faciliter la nécessaire **convergence des revendications et stratégies de résistance des mouvements sociaux** afin d'arriver à la construction d'une société où l'humain et la nature passeraient avant la recherche du profit.

Le FSQ est aussi un espace dédié à l'éducation, à la promotion des pratiques citoyennes, à la conscientisation et à la réflexion populaire sur la société québécoise et son avenir. Ouvert et destiné au grand public, cet événement considère la conscience et l'implication sociale de chacun et chacune comme une condition nécessaire au changement, et une source d'épanouissement personnel et collectif inestimable.

Les frais d'inscription au coût de **25 \$**, les frais de repas et de déplacement sont éligibles au remboursement pour fin de perfectionnement. Communiquez avec le comité de perfectionnement pour obtenir plus d'informations.

Caravansérail

Une pièce de M. Robert Claing nouveau retraité du Collège Ahuntsic, est présentée au **Théâtre d'Aujourd'hui, du 15 septembre au 10 octobre 2009 à 20 h**. Benoît Dagenais et Paul Savoie, deux comédiens de talent, sont les interprètes de cette œuvre. Robert Bellefeuille, acteur, auteur et metteur en scène, prend en charge la mise en scène.

Résumé de la pièce

Au cœur d'une journée caniculaire dans une France qui a bercé leur amour du vin et de la fête, deux Québécois désenchantés ayant atteint le mitan de leur vie, décident de fourbir les lances du désir et de la fougue, de mettre les compteurs à zéro et de tout recommencer.